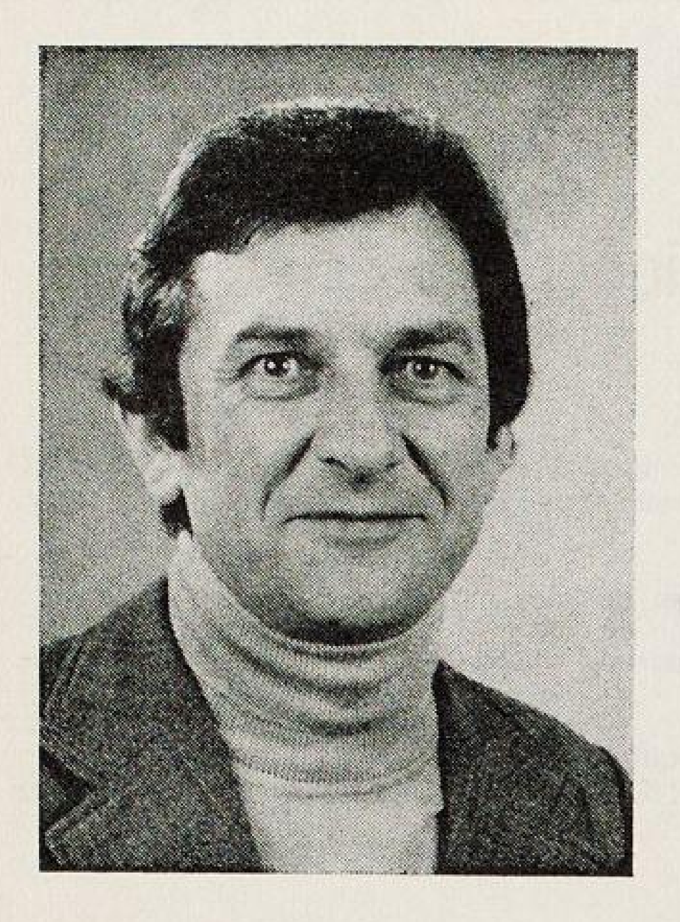
ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 12 MARS 1978



Robert VEYRET

Contrôleur des PTT - Maire de St-Jean-de-Moirans
Conseiller Général du Canton de Rives

Candidat du

PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

POUR L'UNION ET LE CHANGEMENT

Candidat suppléant

Alain LEFORT

Professeur à Saint-Marcellin



Madame, Mademoiselle Monsieur,

Gagner en mars pour changer de politique, c'est répondre au formidable espoir qui existe dans le pays.

Candidat du Parti communiste français, je sollicite, avec mon suppléant Alain LEFORT, votre suffrage pour l'union et le changement dont notre pays a besoin.

C'est qu'en effet la crise n'a cessé de s'aggraver depuis l'élection, en 1974, de M. Giscard d'Estaing.

Voter pour le candidat communiste, c'est voter contre la politique d'austérité

Dix-sept millions de travailleurs éprouvent des difficultés d'existence si graves qu'ils ne disposent pas, pour eux et leurs familles, du strict nécessaire pour vivre normalement.

Certes, ce n'est pas la crise pour tout le monde. Cent mille familles disposent d'une fortune égale ou supérieure à un milliard d'anciens francs.

La crise ? C'est 1 million 500 000 chômeurs en France, 25 000 dans l'Isère. Ce sont les salaires insuffisants et la baisse de leur pouvoir d'achat. C'est la hausse des prix de 57 % depuis 1974. Ce sont les conditions de travail plus pénibles dans les entreprises. La crise ? C'est l'agriculture qui, dans son ensemble, a subi depuis 1973 une amputation de son revenu de 20 %. La crise ? Elle est dans l'éducation nationale, la culture, les loisirs, la démocratie : c'est une crise de toute la société, découlant de la domination des banques et des monopoles.

La politique d'austérité n'est pas fatale. Une autre politique est possible.

En m'accordant votre confiance, vous voterez pour une grande politique sociale

prévoyant notamment les mesures suivantes, applicables dès le mois d'avril : le SMIC à 2 400 F, l'augmentation des salaires et des retraites (minimum vieillesse à 1 300 F par mois) avec priorité aux plus défavorisés ; les allocations familiales augmentées de 50 % dès la 1re année; la création de 500 000 emplois; la semaine de 40 heures en 5 jours; la retraite à 60 ans et 55 ans pour les femmes; cinq semaines de congés payés; dix-huit semaines de congé maternité; Sécurité sociale : retour au remboursement à 80 % et 100 % ; **amélioration et garantie des revenus des agriculteurs exploitants.**

En m'accordant votre confiance, vous voterez pour les moyens permettant de pratiquer cette grande politique

Il faut réaliser les nationalisations du secteur bancaire et financier et des neuf groupes prévus par le programme commun, plus Peugeot-Citroën, la sidérurgie, la Compagnie française des pétroles, tout en garantissant une activité fructueuse à l'artisanat, au commerce, aux petites et moyennes entreprises.

Il faut faire payer les riches en appliquant l'impôt sur le capital et l'impôt sur les grandes fortunes.

Il faut élargir les libertés, et d'abord dans les entreprises. Réaliser une démocratie permettant la concertation et la participation.

Il faut une politique de paix et d'indépendance nationale. Il est inadmissible que le président des U.S.A., M. Carter, intervienne pour condamner la présence de ministres communistes et que le gouvernement Barre trouve cela normal. Nous voulons la grandeur de la France et la coopération internationale.

En m'accordant votre confiance, vous voterez pour le vrai changement et l'union

La question que vous vous posez est de savoir quelle sera demain la politique de la France et quel gouvernement l'appliquera.

Pour véritablement changer, il faut que les partis de gauche réalisent un accord sur le programme de gouvernement définissant une bonne politique pour les travailleurs et pour la France. Et pour appliquer ce programme il faut un gouvernement d'union avec des ministres communistes.

Le Parti socialiste a refusé l'actualisation du programme commun. Il a quitté la table des négociations en septembre, et malgré tous nos appels à l'union, depuis, il refuse de reprendre les discussions.

Nous, communistes, nous voulons l'union, l'application du programme commun par un gouvernement de gauche comprenant des communistes.

Chaque voix que vous m'accorderez sera une voix pour l'union, pour le changement.

Chaque voix que vous m'accorderez sera une voix pour un bon programme commun, pour des ministres communistes au gouvernement.

Si vous donnez au Parti communiste cette force nécessaire, alors le changement se réalisera.

Voter communiste le 12 Mars, c'est voter pour la discussion avec nos partenaires le 13 et pour la victoire de la gauche le 19.

ALORS VOTRE VIE COMMENCERA A CHANGER.

votez

Robert VEYRET et Alain LEFORT

Candidats du PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

POUR L'UNION ET LE CHANGEMENT

VU : LES CANDIDATS.

Imprimerie M. RUZZIN - 38430 Moirans